

DIPLOMATIE

Poursuivant sa visite en Asie centrale

François Mitterrand a rendu hommage à la politique régionale du Turkménistan

ACHKHABAD

de notre envoyée spéciale

« Je me demande si vous n'êtes pas le seul pays de cette région à ne pas être impliqué dans les guerres de votre voisinage, qui ne sont pas des combats de second ordre, qui sont de véritables guerres » : en saluant en ces termes, mercredi 27 avril, le président turkmène Saparmourad Niazov, François Mitterrand a répondu en partie aux interrogations soulevées par sa tournée en Ouzbékistan et au Turkménistan.

Jeter un peu de lumière sur les conflits d'Asie centrale au moment où l'attention se focalise sur la Bosnie, sur le conflit tadjik qui risque de ramener la Russie à ses vieux démons impérialistes : voilà bien ici l'une des ambitions du président français. Cela constitue à coup sûr une bonne raison de se rendre dans ces obscurs Etats musulmans de l'ex-URSS où aucun chef d'Etat occidental ne l'avait précédé; de mobiliser une demi-douzaine d'avions et près de quatre cents personnes pour assurer cinq jours de visites d'Etat dans des zones sans infrastructure moderne où la chaleur, notamment sur les sites archéologiques, abondamment visités, se fait déjà durement sentir; et de passer outre au fait que les présidents ouzbek et turkmène, signataires des accords de la CFCE, en ignorent allégrement les dispositions sur les libertés civiles.

Des faiblesses internes

Le président Mitterrand a expliqué pourquoi il n'entendait pas être exigeant envers ces pays qui n'ont jamais connu la démocratie, ni « jeter la pierre si tout, au Turkménistan, ne se passe pas comme à Paris ». S'il est malgré tout venu leur manifester son soutien, c'est parce qu'il estime important, pour des raisons géopolitiques, que leur fragile indépendance soit défendue. Cibles du regain d'ambitions de leurs anciens colonisateurs russes qui détiennent toujours les clés de leur sécurité, ces deux nouveaux Etats sont des postes avancés de la CEI et des frontières russes face

salué - mais aussi à ses voisins, lesquels ont tous des minorités ouzbèkes. Ce que le président français a indirectement condamné en louant l'attitude - inverse - adoptée par le voisin turkmène.

Contrairement à l'Ouzbékistan, le Turkménistan ne participe pas, au côté des Russes, aux « forces collectives de paix » déployées au Tadjikistan. Et contrairement à l'Ouzbékistan également, mais aussi à l'Iran et au Pakistan, il n'intervient pas dans les conflits interafghans, si ce n'est pour y tenter des médiations. Dans l'attente, a dit le président turkmène lors de son entretien avec M. Mitterrand, qu'un « homme nouveau émerge au sein des groupes pachtouns, qui soit capable d'amorcer la réconciliation nationale », a indiqué le porte-parole de l'Elysée.

Les « insidieux » visés

Le président Niazov a de bonnes raisons pour mener cette sage politique extérieure. Avec moins de quatre millions d'habitants, mais un vaste territoire riche en gaz et une frontière de plus de mille kilomètres avec l'Iran, son pays peut être une proie facile. « Votre indépendance n'est sans doute pas menacée et les prises de contrôle aujourd'hui se font plus insidieuses et n'ont pas nécessairement recours aux armes », lui a déclaré jeudi M. Mitterrand lors du dîner officiel. Les « insidieux » ainsi visés seraient moins les Iraniens - dont M. Niazov a dit qu'ils étaient des voisins sans problème - que les Russes sur le territoire desquels passe le seul gazoduc partant des champs turkmènes, et qui alimente les pays insolubles de la CEI. D'où le projet cher à M. Niazov d'en

construire un autre par le sud, en direction des marchés européens.

M. Mitterrand a satisfait son hôte en déclarant mercredi qu'il ne partageait pas les objections de Washington à ce qu'il passe par l'Iran. Il l'a satisfait aussi en lui promettant, comme au président ouzbek, l'envoi prochain d'une mission militaire française pour étudier la possibilité d'une coopération dans le domaine de la formation pour le contrôle aérien ou la surveillance des frontières. Toutes coopérations également envisageables dans le cadre du partenariat pour la paix de l'OTAN dont le président turkmène a annoncé à ses interlocuteurs français, apparemment étonnés, qu'il en a déjà signé l'accord-cadre.

Sans doute satisfait, le président turkmène a accepté de signer, mercredi également, un accord avec Martin Bouygues, arrivé dans l'avion présidentiel. En gestation depuis plus d'un an, cet accord prévoit la construction du futur palais présidentiel d'Achkhabad pour un montant de 400 millions de francs, payable comptant durant les travaux.

Il est certes légitime et de bonne guerre qu'une visite présidentielle ouvre la voie aux entreprises françaises. Mais le contrat Bouygues, qui n'a rien d'une priorité dans un pays dont la nouvelle monnaie a chuté de façon vertigineuse au cours des derniers mois, à de quoi alimenter le mécontentement de la population, aussi fière qu'elle puisse être de voir son président bien logé. Ce n'était certainement pas là un des objectifs de la visite de François Mitterrand.

SOPHIE SHIHAB

ASIE

JAPON

M. Hata forme un cabinet minoritaire

Tsutomu Hata, investi jeudi 28 avril comme chef de gouvernement par l'empereur, a aussitôt formé un cabinet minoritaire, le premier au Japon depuis 1955 : les socialistes, membres de la précédente équipe (celle de M. Hosokawa, démissionnaire le 8 avril), avaient en effet confirmé, quelques heures plus tôt, leur retrait de la coalition composite qui avait succédé, l'été dernier, au Parti libéral démocrate (PLD), au pouvoir pendant trente-huit ans.

Une nomination très attendue était celle de ministre des affaires étrangères, poste tenu dans la précédente équipe par M. Hata lui-même. Le portefeuille a été attribué à Koji Kakizawa, soixante ans, qui avait ces derniers jours quitté le PLD avec six autres députés pour former un petit parti libéral. Les finances, autre ministère crucial, demeurent aux mains de Hirohisa Fujii, membre du Parti du renouveau, que dirige M. Hata. Ioshio Terasawa, sénateur du même Renouveau, ancien vice-président de la société de courtage Nomura, a par ailleurs été nommé directeur de l'agence de planification économique en remplacement de la socialiste Manae Kubota.

Hiroshi Kumagai, ministre sortant du commerce extérieur et de l'industrie (MITI), membre du Renouveau, devient secrétaire général et porte-parole du gouvernement. Il est remplacé au MITI par Eijiro Hata (Renouveau; sans lien de parenté avec le premier ministre). Le directeur de l'Agence de défense sera M. Atsushi Kanda.

Le PS s'était soudain retiré de la coalition le 26 avril pour protester contre la création d'un bloc parlementaire libéral (conservateur) nommé Rénovation. Avec son partenaire du Parti pour un gouvernement propre (Komeito, bouddhiste), ce « noyau » du nouveau gouvernement peut compter sur 170 voix environ à l'Assemblée basse, sur un total de 511 députés. Le PLD, principale formation de l'opposition, y a quant à lui 206 élus. - (AFP, Reuter.)

Vous serez certainement ravis de découvrir

pour assurer cinq jours de visites d'Etat dans des zones sans infrastructure moderne où la chaleur, notamment sur les sites archéologiques, abondamment visités, se fait déjà durement sentir; et de passer outre au fait que les présidents ouzbek et turkmène, signataires des accords de la CFCE, en ignorent allégrement les dispositions sur les libertés civiles.

Des faiblesses internes

Le président Mitterrand a expliqué pourquoi il n'entendait pas être exigeant envers ces pays qui n'ont jamais connu la démocratie, ni « jeter la pierre si tout, au Turkménistan, ne se passe pas comme à Paris ». S'il est malgré tout venu leur manifester son soutien, c'est parce qu'il estime important, pour des raisons géopolitiques, que leur fragile indépendance soit défendue. Cibles du regain d'ambitions de leurs anciens colonisateurs russes qui détiennent toujours les clés de leur sécurité, ces deux nouveaux Etats sont des postes avancés de la CEI et des gardes-frontières russes, face à l'Afghanistan et à l'Iran.

A cette localisation peu confortable s'ajoutent de grandes faiblesses internes : la menace pèse ici, a dit M. Mitterrand à Tachkent, de voir « l'intolérance religieuse » s'ajouter à la « rudesse des temps » - c'est-à-dire la crise économique postsoviétique qui affecte, dans le cas ouzbek, le pays le plus peuplé d'Asie centrale et dont la population s'accroît de 500 000 personnes par an. Avec tous les risques, donc, qu'elle ne reste pas longtemps sourde aux appels intégristes si les investissements étrangers se font attendre.

Avec le risque, aussi, que le président ouzbek, Islam Karimov, ne cherche à s'affirmer encore plus comme le chef d'une puissance régionale « imposant la stabilité » non pas seulement à sa propre population - ce que M. Mitterrand a

sage politique extérieure. Avec moins de quatre millions d'habitants, mais un vaste territoire riche en gaz et une frontière de plus de mille kilomètres avec l'Iran, son pays peut être une proie facile. « Votre indépendance n'est sans doute pas menacée et les prises de contrôle aujourd'hui se font plus insidieuses et n'ont pas nécessairement recours aux armes », lui a déclaré jeudi M. Mitterrand lors du dîner officiel. Les « insidieux » ainsi visés seraient moins les Iraniens - dont M. Niazov a dit qu'ils étaient des voisins sans problème - que les Russes sur le territoire desquels passe le seul gazoduc partant des champs turkmènes, et qui alimente les pays insolubles de la CEI. D'où le projet cher à M. Niazov d'en

construction du futur palais présidentiel d'Achkhabad pour un montant de 400 millions de francs, payable comptant durant les travaux.

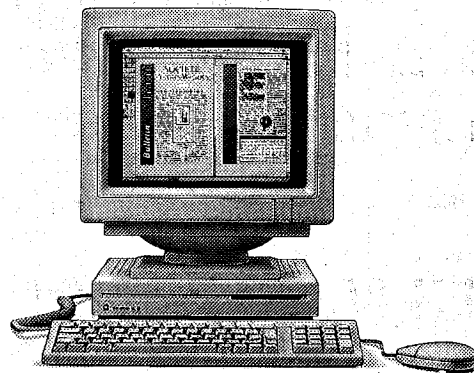
Il est certes légitime et de bonne guerre qu'une visite présidentielle ouvre la voie aux entreprises françaises. Mais le contrat Bouygues, qui n'a rien d'une priorité dans un pays dont la nouvelle monnaie a chuté de façon vertigineuse au cours des derniers mois, à de quoi alimenter le mécontentement de la population, aussi fière qu'elle puisse être de voir son président bien logé. Ce n'était certainement pas là un des objectifs de la visite de François Mitterrand.

SOPHIE SHIHAB

tant du commerce extérieur et de l'industrie (MITI), membre du Renouveau, devient secrétaire général et porte-parole du gouvernement. Il est remplacé au MITI par Eijiro Hata (Renouveau; sans lien de parenté avec le premier ministre). Le directeur de l'Agence de défense sera M. Atsushi Kanda.

Le PS s'était soudain retiré de la coalition le 26 avril pour protester contre la création d'un bloc parlementaire libéral (conservateur) nommé Renouveau. Avec son partenaire du Parti pour un gouvernement propre (Komeito, bouddhiste), ce « noyau » du nouveau gouvernement peut compter sur 170 voix environ à la Chambre basse, sur un total de 511 députés. Le PLD, principale formation de l'opposition, y a quant à lui 206 élus. - (AFP, Reuter.)

Vous serez certainement ravis de découvrir que ce Macintosh ne vaut pas grand chose.



7 580 Fht

Macintosh LC 475.
4/80 Mo + moniteur couleur 14"
Performa Plus + clavier. 8 990 Fhtc.

9 990 Fht

Macintosh LC 475.
8/160 Mo + moniteur couleur 14"
Apple + clavier. 11 848 Fhtc.

10 890 Fht

Macintosh LC 475.
4/80 Mo + AppleDjinn + moniteur couleur 14" Apple + clavier. 12 915 Fhtc.

Performant, puissant et évolutif, les immenses qualités du Macintosh LC 475 lui ont valu un premier prix chez IC: 7 580 Fht. Premier distributeur Apple d'Europe avec plus de 60 000 Macintosh installés,



seul IC peut s'engager sur des prix aussi bas alliés au plus haut degré de services. Vous devriez déjà être chez IC.

Bénéficiez d'autres promotions en tapant:

3615 IC

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

IC BEAUNE PARIS 4e (1) 44 78 26 26 • IC VENDOME PARIS 1ER (1) 42 86 90 90 • IC MICRO VALLEY PARIS 15e (1) 40 58 00 00 • IC NEUILLY (1) 46 37 17 17 • IC MARSEILLE 8e 91 37 25 03 • IC TOULOUSE 61 25 62 32
IC NANTES 40 47 00 62 • IC LYON 3e 78 62 38 38 • IC AIX EN PROVENCE 42 38 28 08 • IC AVIGNON 90 82 22 22
IC ESCOM METZ 87 74 23 34 • IC ESCOM COLMAR 89 24 55 77 • IC ESCOM STRASBOURG 88 21 27 00

COMMISSION EUROPÉENNE :
Marcelino Oreja succède à Abel Matutes. - A compter du 28 avril, l'ancien député européen espagnol, Marcelino Oreja remplace Abel Matutes au sein de la Commission européenne (transports et énergie). M. Matutes a présenté sa démission pour pouvoir conduire la liste de l'Alianza Popular (conservateurs) aux élections européennes de juin. - (AFP.)

M. Kohl ne souhaitait pas assister aux cérémonies du débarquement. - A l'issue du sommet anglo-allemand qui s'est tenu en Grande-Bretagne, mercredi 27 avril, le chancelier Kohl a été interrogé sur l'absence de l'Allemagne aux cérémonies du débarquement. « Si j'avais été invité, je n'y serais pas allé. Ce n'est pas un problème de nous, il faut retenir les leçons de l'histoire », a-t-il dit. (AFP.)

Unité centrale, disque dur, mémoire, sont garantis d'origine Apple. Photo non contractuelle. Offre valable dans la limite des stocks disponibles.

WELLDONE